

TOUTES ET TOUS ENSEMBLE, IMPOSONS LE RETRAIT DE LEUR PROJET !

Le gouvernement et le Président de la République s'entêtent à vouloir nous faire travailler plus longtemps pour des pensions diminuées !

C'est NON et toujours NON !

EN JANVIER, ON CONTINUE !

Depuis plus d'un mois maintenant, nous sommes très nombreuses et nombreux mobilisé-es contre le projet de réforme MACRON/DELEVOYE.

A l'occasion de ses vœux pour 2020, le Président de la République a réitéré son entêtement à faire sa réforme des retraites pourtant refusée majoritairement par les salarié-es du public, comme du privé, et les organisations syndicales.

Il a confirmé qu'il demandait au gouvernement de présenter un projet de loi sur les retraites qui sera rendu public dans le courant de ce mois de janvier et devant s'inscrire dans une logique de baisse drastique des pensions et de recul de l'âge de départ par l'instauration d'un « âge d'équilibre » à 64 ans.

Edouard Philippe et Emmanuel Macron, loin d'entendre l'expression majoritaire des jeunes, des salarié-es et des retraité-es continuent d'assumer l'injustice profonde de leur projet et de justifier, par exemple, que les collègues né-es à partir de 1975 seront les plus touché-es par la réforme. Quel mépris pour les plus jeunes d'entre nous !

Jeu
9 janvier
2020

Ni les « précisions » du 1er Ministre, ni l'intervention « hors sol » du Président le 31 décembre n'ont pu rassurer les français sur ce projet porteur de régressions sociales sans précédent...

Le financement des dépenses de retraites à la hauteur des besoins est possible : nous ne vivons décidément pas dans un pays pauvre ou ruiné, bien au contraire, au vu du nombre de ses millionnaires (en augmentation) ou bien des dividendes servis aux actionnaires des entreprises du CAC40.

Rappelons que la France est la 7^e puissance économique au monde ! Une autre répartition des richesses produites permettrait donc de faire face à l'accroissement des dépenses de retraites.

Après les congés de fin d'année, c'est cette exigence de justice sociale que **notre mobilisation résolue doit continuer de faire entendre avec force, par la grève et dans les manifestations dès le 9 janvier prochain !**

L'intersyndicale interprofessionnelle a décidé de ce nouveau temps fort pour réunir les conditions de la poursuite de la mobilisation unitaire, dès le lendemain et les jours suivants, selon les modalités décidées par les agents dans tous les collectivités où se teindront des assemblées générales.

Elle appelle d'ores et déjà à des manifestations partout dans le pays, le samedi 11 janvier.

Contre le choix de soumettre nos retraites à l'austérité, contre toute solidarité intergénérationnelle, **le gouvernement s'entête dans son mépris comme seule réponse à l'aspiration légitime de toutes et tous de pouvoir vivre sa retraite dignement, sans dégradation des conditions de départ et du niveau des pensions et donc de vie.**

Toutes et tous, nous devons gagner le retrait du projet gouvernemental, pour, au contraire, imposer la revalorisation des salaires, des pensions et une amélioration des conditions de départ déjà bien dégradées par les réformes de 2003 et 2010.

Par notre mobilisation, montrons au gouvernement que la seule manière de souhaiter bonne année au pays est de retirer son projet de réforme





La retraite par points, c'est de la retraite en moins !

Base de calcul
de la pension



Avant

Le salaire
des 6 derniers mois

Après

Totalité des salaires +
primes perçues sur toute la
période d'activité

Perte considérable et pire pour
les fonctionnaires qui ont peu de primes

Montant
de la pension



Des garanties

Calculé en pourcentage du
dernier salaire

Des incertitudes

Dépend principalement de la
valeur du point au moment
du départ à la retraite

Aucune garantie sur le montant des pensions
futures et baisse automatique en cas de déficit

Jeudi
9
Janvier
2020

Au contraire, pour défendre et améliorer nos retraites et les garantir pour toutes et tous, le SNUTER et la FSU revendiquent :

- **Réformer l'assiette des cotisations patronales** en modulant le taux de cotisation en fonction de la politique d'emploi des entreprises et du rapport entre les salaires et la valeur ajoutée.
- **Taxer les produits financiers bruts des entreprises** non financières et les produits financiers nets des banques.
- **Sécuriser l'emploi** depuis l'entrée des jeunes dans la vie active jusqu'au maintien des seniors dans l'entreprise.
- **Supprimer les exonérations de cotisations patronales** qui ne créent pas d'emploi et tirent les salaires vers le bas.
- **Indexer les pensions sur l'évolution des salaires** et non sur les prix.
- **Garantir le départ à 60 ans avec un niveau de pension d'au moins 75 %** du revenu d'activité pour une carrière complète.
- **Garantir un minimum de pension** protégeant véritablement les salariés et fonctionnaires ayant eu des carrières courtes.
- **Prendre en compte la fatigue au travail**, sa pénibilité en aménageant les fins de carrière.
- **Obtenir de véritables « compensations » familiales et conjugales** pour les femmes et réaliser l'égalité professionnelle femmes/hommes.
- **Prendre en compte les périodes de formation.**
- **Mieux prendre en compte la spécificité des polypensionnés** en améliorant et en étendant aux fonctionnaires les mécanismes de proratisation existant au régime général.

IMPOSONS LE RETRAIT DE LEUR PROJET !

Le jeudi 9 janvier, solidarité et unité !

Toutes et tous en grève et dans les manifestations !

Le 10 janvier, participons aux actions et manifestations localement...

**Et soyons toutes et tous ensemble, massivement,
dans les cortèges du samedi 11 janvier !**

